



Déclaration FSU du 1^{er} mai 2015 à Boulogne-sur-Mer

Le 1^{er} mai est une journée de luttes revendicatives des travailleurs du monde entier. Dans notre pays au sein de l'Union Européenne qui impose une politique d'austérité à tous les pays de la zone Euro, il est indispensable de rappeler qu'un autre monde est possible, qu'il existe des alternatives à cette politique : les peuples européens en ont assez de payer la crise financière de 2008 !

Alors oui, le 1^{er} mai est le moment de rappeler ce pourquoi beaucoup se sont battus tout au long du XX^{ème} siècle :

- La protection sociale et les services publics qui ont permis de vivre mieux et que ces droits soient accessibles à tous, quelle que soit sa condition !
- Les droits des travailleurs face aux classes dirigeantes.

Il faut maintenant mettre fin à la politique d'austérité, c'est pourquoi la FSU crie avec d'autres :

NON au pacte de responsabilité !

NON à la loi Macron !

NON à la loi de Santé !

Cette politique n'a apporté que du chômage en plus, une baisse du pouvoir d'achat et moins de protection sociale !

Les entreprises elles, ont retrouvé leur marge d'avant la crise de 2008 et les plans de licenciements se succèdent. Les baisses de charges et les autres cadeaux fiscaux aux grandes entreprises en particulier, n'ont fait qu'enrichir les actionnaires. Le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) a enrichi les banquiers et les boursiers du CAC 40, sans aucune création d'emplois ! Et que demande Gattaz, président du MEDEF : Plus ! Il n'en a pas encore assez ! Donnez-leur un doigt, ils vous prendront le bras et plus si possible !

Alors stop à cette politique d'austérité !

Mais attention, pour la FSU, face à cette situation, le Front national n'est pas solution à nos problèmes ! Ce n'est pas en rendant responsables certaines personnes ou opposant les uns par rapport aux autres que notre pays repartira : les immigrés, les chômeurs ou les fonctionnaires.

Ce Front national n'apportera que le chaos comme l'on fait tous les gouvernements d'extrême droite qui ont pu se succéder à la tête des pays européens : ce que personne ne souhaite pour ses enfants.

Pour la FSU, la confiance passe par des actes : notre pays, la 6^{ème} force économique au monde, doit garantir des services publics pour tous, des droits sociaux pour tous et du travail permettant à chacun de vivre dignement. Il nous faut collectivement retrouver ce qui a fait la force de notre nation : des garanties collectives pour tous et de la justice sociale qui passe par une redistribution des richesses !

La FSU exige :

- la fin du gel des salaires des fonctionnaires commencé en 2010 et l'augmentation de tous les salaires autant dans le public que dans le privé et des pensions des retraités,
- l'abandon des suppressions de postes dans la fonction publique qui ne sert qu'à privatiser les missions du service public,
- l'arrêt du rationnement des soins : les 10 milliards d'économie sur l'assurance maladie se fera au détriment des plus démunis et des classes moyennes !

Toutes les mesures prises par le gouvernement ne font que renforcer le sentiment d'injustice, de déclassement de la population de notre pays, et incitent de nombreux concitoyens à se replier sur eux-mêmes, en rejetant tout ce qui vient de l'extérieur ou tout ce qui est différent.

Ce sentiment est accentué par la volonté de réforme permanente du MEDEF et des gouvernements successifs, qui n'apporte que l'insécurité professionnelle pour tous.

Ainsi, dans l'Education nationale où tous les 3 ans l'on voit apparaître une nouvelle réforme : après celle des rythmes scolaires à l'école primaire, aujourd'hui c'est celle du collège qui permettra de faire des économies et donnera surtout moins à ceux qui ont besoin le plus, c'est pourquoi le SNES-FSU et le SNEP-FSU seront en grève le mardi 19 mai pour la dénoncer.